

Énergies
*Le défi électrique
à portée de vue*

P.3

Guy Texier
Une figure militante s'en va

P.5

Présidentielle 2022
Les jours heureux

P.7

Le racisme est un délit Les coupables doivent être inéligibles

Édito :

Nous en sommes là. **Au rythme effréné (et contestable) où se succèdent les sondages, se dégage une dynamique préoccupante dans l'opinion. Les digues ont cédé, le « Front républicain » n'est plus qu'un vieux souvenir et « l'antiracisme » tel que mis en mouvement par la gauche avec quelques succès depuis 30 ans est désormais en échec. Pire, le « total gauche » des sondages passe péniblement les 30%, là où l'extrême droite accroche les 35%.** Nous en sommes là. Rien n'est figé et le pays a connu des heures plus graves encore. Reste à comprendre le réel pour aller à l'idéal. Les pleurnicheries sur la désunion ne changeront rien sans réarmer la gauche idéologiquement afin de construire le rapport de force nécessaire pour refonder le pacte social et républicain français.

C'est à cet endroit que l'affrontement idéologique et le combat de classe se cristallisent aujourd'hui. Au-delà d'un Zemmour surexposé par les apprentis sorciers du pouvoir médiatique, **on ne compte plus les candidats de droite et d'extrême droite voulant modifier le préambule de la constitution de 1946.** Celle là même pour laquelle des milliers de communistes parmi bien d'autres ont versé leur sang pour mettre en œuvre le programme du Conseil National de la Résistance refondant la République sur un

socle social. Ceci après qu'il a fallu attendre 2018 pour que les parlementaires décident, en l'absence notoire des élus d'extrême droite, de faire disparaître le mot « race » de la constitution.

Oui, nous en sommes bien là. Ce qui est insupportable pour la réaction et les nostalgiques du maréchal Pétain, c'est cette nation qui se passionne pour l'égalité, c'est cette République qui protège « tous les citoyens sans distinction de sexe, d'origine ou de religion », c'est ce pays qui accueille, c'est ce peuple souverain qui décide sous l'impulsion de Saint Just et des conventionnels de donner « asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. ». Bref, « l'anti France », c'est la droite ! Et il ne suffit pas de sigler « Républicains » son parti pour s'exonérer des principes républicains les plus élémentaires... Et peut être les plus précieux pour faire face aux grands désordres du XXI^{ème} siècle.

Le Parti communiste français, avec son candidat Fabien Roussel, a décidé de relever le gant dans un pays qui connaît désormais le bilan chiffré du pouvoir Macron : Ce sont les plus riches qui se sont le plus enrichis et les plus pauvres qui se sont le plus appauvris.

En Macronie, la nation n'assure plus « à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement », contrairement à la promesse de notre constitution de 1946.

Alors oui, le pays a besoin du candidat communiste pour défendre sans relâche la rémunération du travail face à la domination du capital et pour gagner les pouvoirs nécessaires aux travailleurs pour participer « à la gestion des entreprises » (constitution de 1946 toujours). Et visiblement, le pays a besoin de Fabien Roussel pour formuler une proposition simple afin que « dans notre République, un responsable politique ne puisse pas se présenter à une élection quand il a été condamné pour racisme et antisémitisme. ». Cette résolution proposée par le secrétaire national du PCF sera examinée à l'assemblée nationale le 2 Décembre. **Alors, nous saurons ce que le pays compte de justes au sein de la représentation nationale. Quant aux communistes, ils démontrent à nouveau qu'ils restent dans la résistance et dans l'action lorsque la république est attaquée.**

Espagne

Après des années d'austérité, retour au progrès social



De visite en Espagne, Fabien Roussel, Secrétaire national du PCF, est allé à la rencontre des communistes espagnols qui fêtent eux aussi leur centenaire.

Ce fut l'occasion pour lui de renforcer les liens entre les deux partis et saluer le travail accompli par les ministres communistes du gouvernement de gauche en place depuis janvier 2020. Et ce, quelques jours après la crise qui a ébranlé la majorité de gauche et provoqué la fureur de la droite et du patronat à l'encontre de Yolande Diaz, ministre communiste du travail.

Déterminée à réussir sa réforme du marché du travail espagnol, « la pasionaria du XXI^{ème} siècle » veut remettre en cause toutes les régressions sociales mises en

place dans les années 2010 par le gouvernement de la droite extrême dirigé par Mariano Rajoy. Parmi les mesures phares de la ministre, l'augmentation du SMIC, la lutte contre la précarité, la baisse du temps de travail, l'encadrement de la sous-traitance... autant de nouveaux droits pour les travailleurs qui font aussi débat dans la majorité conduite par Pedro Sanchez, à l'instar de la ministre de l'économie qui est vent debout contre Yolanda Diaz. Très populaire de l'autre côté des Pyrénées, cette dernière entend faire respecter les termes de l'accord de coalition conclu entre Izquierda Unida (PCE), Podemos et le Parti socialiste. Des négociations entre le patronat et les syndicats de salariés sont désormais prévues pour faire aboutir ces avancées sociales.

Rosa Moussaoui L'Huma dans le viseur du Maroc



Avec Pegasus, le logiciel espion de la société israélienne NSO, l'État du Maroc, entre autres Etats, surveille un nombre important d'opposants politiques, de responsables économiques, de militants des droits de l'Homme et de journalistes, tant à l'intérieur de ses frontières qu'au-delà.

En France, Le Monde, Médiapart, Radio France et bien sûr l'Humanité ont été dans le viseur. Rosa Moussaoui, grand reporter à l'Humanité, a particulièrement été inquiétée pour avoir notamment enquêté sur la révolte dans le Rif, sur les mobilisations populaires exigeant la libération des prisonniers politiques dont les journalistes Omar Radi et Soulaymane Raissouni, condamnés sur la base de documents fabriqués de toutes pièces, ainsi que sur le sort des prisonniers sahraouis.

Visiblement, les sujets traités et mis sous les projecteurs gênent la monarchie marocaine au point que celle-ci a assigné en justice le journal pour « diffamation ». Le ministère public a dit son intention de plaider l'irrecevabilité des plaintes déposées par le royaume du Maroc contre l'Humanité et les autres médias français. Une nouvelle audience est prévue le 6 décembre.

Quoi qu'il en soit ce logiciel espion, largement utilisé de part le monde, n'a pas fini de faire parler de lui et les mesures de rétorsion étasuniennes – sanctions commerciales contre NSO – ne devraient pas gêner beaucoup ce type de pratiques.

Les tentatives mises en œuvre pour restreindre la liberté d'expression montre à quel point celle-ci continue à faire peur à certains régimes. Le combat pour une information libre reste d'actualité.



Éthiopie

Le conflit opposant l'armée fédérale éthiopienne aux rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) connaît une accélération dramatique quasiment deux ans jour, pour jour, après son déclenchement. Le 4 novembre 2021, les troupes du Premier ministre Abiy Ahmed pénétraient dans cette région autonome du nord de l'Éthiopie afin d'en déloger les forces du FLPT qui ne cachaient plus leurs velléités sécessionnistes. Depuis la chute du régime du Derg en 1991, le FLPT dirigeait de facto la coalition gouvernementale et jouissait d'un poids démesuré dans l'administration et l'armée et ce malgré le faible poids démographique des Tigréens (6% de la population).

L'élection en 2018 d'Abiy Ahmed est vécue comme une menace pour le FLPT non seulement en raison de sa libéralisation du très autoritaire régime éthiopien mais également pour sa volonté de centraliser le gouvernement, à rebours du fragile équilibre régissant les rapports entre les différents groupes ethno-militaires qui avaient pris le pouvoir en 1991.

Après deux ans de conflit, la situation apparaît de plus en plus tendue pour le gouvernement central. Les troupes tigréennes, aguerries et bien équipées ont repoussé l'armée fédérale en dehors du Tigré et ont enclenché une contre-offensive qui menace désormais la capitale Addis-Abeba. De manière significative, le FLPT s'est trouvé un allié en l'Armée de libération oromo (ALO), région qui entoure la capitale. Cette alliance

laisse supposer que les dirigeants tigréens cherchent à faire chuter le gouvernement et préparent déjà l'après-Ahmed en nouant une alliance politique avec un mouvement issu de la plus grande ethnie du pays, celle dont Abiy Ahmed est justement issue. Le FLPT pourrait alors être tenté de refermer la parenthèse Ahmed pour revenir à un fonctionnement « fédéraliste » et autoritaire de l'Éthiopie, basée sur la prééminence de groupes périphériques et minoritaires assurés de conserver un accès privilégié aux ressources de l'État central.

Le conflit qui a déjà fait plus de 10 000 victimes s'apparente à un désastre militaire pour l'armée fédérale. La communauté internationale a dénoncé les atteintes aux droits de l'Homme et les crimes de guerre commis par les deux camps dans ce qui apparaît comme le conflit le plus violent de la planète. Les risques sont nombreux pour l'Éthiopie comme pour la corne de l'Afrique. Si la balkanisation du verrou militaire de la région se confirme, on risque d'assister, outre des scènes d'épuration ethnique – de nombreux observateurs étrangers notent l'émergence d'appels au génocide des Tigréens parmi la population d'Addis-Abeba désormais armée et sous couvre-feu – à une déstabilisation de tout l'est-africain. Ainsi en est-il de la frontière Éthiopie-Érythrée menacée par le conflit alors que les deux États avaient réussi à négocier la paix en 2019. Une action qui avait valu à Abiy Ahmed le Prix Nobel de la paix.

Soudan

Les putschistes sous pression

Deux ans après la révolution populaire qui avait renversé le régime dictatorial d'Omar El-Béchir, une faction de l'armée menée par le Général Al-Burhane a pris le pouvoir au terme d'un coup d'État mené le 25 octobre dernier à Khartoum, la capitale. La répression s'est immédiatement abattue sur les manifestants qui réclamaient le retour à la situation antérieure au putsch : un partage des pouvoirs entre les militaires et un gouvernement civil.

La pression populaire a néanmoins réussi à faire reculer les putschistes en libérant l'ancien premier ministre Abdallah

Hamdok, mais de nombreux révolutionnaires ont été victimes de purges dans l'administration.

Les tensions croissantes entre militaires et civils au sujet du calendrier de la transition démocratique semblent être à l'origine de la situation. Le mouvement populaire semble quant à lui lassé des réformes néolibérales inspirées par le FMI et mises en œuvre depuis la révolution de 2019. Le Parti communiste soudanais, à la pointe des contestations, a dénoncé « un coup d'État rejeté par les masses soudanaises ».



Énergies

Le défi électrique à portée de vue



L'entreprise publique RTE, gestionnaire du réseau de transport de l'électricité, a publié le 25 octobre dernier son **rapport sur l'évolution du système électrique de la France**. Il s'agit d'une étude approfondie baptisée « Futurs énergétiques 2050 » qui, contrairement aux rapports antérieurs, est une prospective à 30 ans et non plus à 10 ou 15 ans comme précédemment. **L'étude intègre les scénarios du GIEC, la sécurité d'approvisionnement de la France, et son cadre référence vise à atteindre la neutralité carbone en 2050.** Cet objectif implique de sortir des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) soit 70% de l'énergie finale utilisée aujourd'hui par les français.

Ainsi, **le rapport donne des hypothèses sur l'évolution de la consommation et de la production d'électricité en France**. Dans ses trajectoires, RTE retient une augmentation de 35% de la consommation d'électricité d'ici 2050, conséquence de la substitution des énergies fossiles dans les transports, les procédés industriels ou bien encore le chauffage. **Autrement dit, les modes de vie et l'économie vont s'électrifier.**

Concernant la production d'électricité, 6 scénarios sont présentés. Ceux visant à faire reposer la produc-

tion essentiellement sur les énergies renouvelables et ceux ayant recours à un mix énergétique qui induit de 26% à 50% de nucléaire. Dans tous les scénarios et pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, le rapport insiste sur un « développement significatif des énergies renouvelables ». D'un point de vue économique, « construire des réacteurs nucléaires est pertinent ». En effet, **les coûts du scénario « 100% renouvelables » sont estimés entre 71 et 80 milliards d'euros par an contre 59 à 66 milliards pour les scénarios ayant recours au nucléaire.**

A quelques mois de l'élection présidentielle et des élections législatives, eu égard à l'importance du thème de l'énergie dans le débat politique, **ce rapport a suscité de nombreuses réactions entre les détracteurs et les partisans de l'énergie nucléaire.** Pourtant, c'est bien le mix énergétique que privilégie le rapport.

Face aux enjeux climatiques et sociaux, les communistes et Fabien Roussel prônent la réduction des émissions de CO2 mais aussi la réindustrialisation du pays. Cela nécessite plus de production énergétique décarbonée, plus d'énergies renouvelables et plus d'énergie nucléaire, sous contrôle public, autour d'entreprises nationalisées.

COP26 : Glasgow 2021

La protection de la planète n'est pas un marché !



La COP26 s'est tenue du 1er au 12 novembre. Face aux conséquences du dérèglement climatique qui se font sentir partout sur la planète, l'enjeu principal est maintenant de limiter le réchauffement climatique à 1,5°. **Il y a urgence ! Pourtant c'est le constat d'échec qui prime avec une lenteur criminelle dans les décisions. Ce n'est pas une COP historique !** En effet les engagements pris « pourraient » permettre un niveau de 2,4° à la fin du siècle. Rappelons que le 1er rapport du GIEC date de 1990, la 1^{ère} COP (Berlin) en 1995.

En France, les émetteurs de CO2 sont principalement : **les transports (dont routiers) 29%, l'agriculture 17%, le résidentiel (logements) 16%, les déchets 4%, l'industrie 30% (dont production de l'énergie 9%).**

Dans le monde, les principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES) par habitant (et par ordre d'importance) sont l'Arabie Saoudite, les États-Unis, la Russie, Le Japon, la Chine puis l'UE (notamment l'Allemagne avec sa production énergétique par charbon ...). La Chine en assumant « l'usine du monde délocalisée » est la première en volume suivi des États-Unis... Rappelons que les activités militaires et guerrières sont aussi très polluantes.

Depuis 26 ans, jamais une COP ne s'était fixée pour perspective de réduire l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz. Cette COP semblait enfin décidée à mettre les énergies d'origine fossile en question. Une avancée ? Bien mince !

La défense des environnements et l'écologie ne sont pas un marché. Ce système continue –évidemment– de promouvoir la marchandisation de toutes les activités, avec à sa source la logique des taux de profit. Ce qui nous fait dire que dans le capitalisme dit « vert », ce n'est pas la couleur qui est le problème. La proposition et la construction d'une alternative sociale et écologique, d'un autre mode de développement, communiste, avec d'autres critères de gestion coopérative n'est pas à prendre à la légère.

Sans intervention sociale et citoyenne, comme ce fut le cas le 5 nov. à Glasgow, il est à parier que les égoïsmes liés au fric, à la finance et à la reproduction du capital vont prendre le dessus sur la sauvegarde de la planète. Le court-termisme du profit est une des mamelles du réchauffement climatique. Le capitalisme libéral occidental englué dans la vénération du marché peut-il proposer autre chose qu'un greenwashing ? Direction « marché carbone ». **Allez, on rentre à pied ce soir !**

Pour l'environnement et la planète, pour l'emploi, un plan à 140 milliards d'Euros !



Il y a des intentions..., il nous faut des convictions et des engagements concrets chiffrés. **La planète n'attend pas! Le PCF et son candidat à la présidentielle Fabien Roussel s'engagent par un plan d'investissement pour le climat et l'emploi de 140 milliards.** Un combat défendu à Rennes pour la troisième « rencontre des jours heureux ».

En proposant de conformer les dépenses écologiques de l'Etat aux préconisations du GIEC, Fabien Roussel livre plusieurs pistes : en particulier, reconstruire une maîtrise publique de nos productions d'énergie par un mix énergétique décarboné et pilotable avec la volonté de renationaliser EDF et Engie (avec des droits d'intervention nouveaux pour les agents), dans ce sens les énergies vertes ne s'opposent pas à l'énergie nucléaire. **Entre dans cette conception la défense publique des barrages hydro-électriques, dont la concession peut être rachetée par une collectivité à EDF.**

Redévelopper le fret ferroviaire par un plan de 4 milliards, l'ambition étant d'atteindre les 30% de marchandises transportées par le rail en 2030, avec l'ouverture de cent lignes de train.

Favoriser l'engagement financier de l'Etat en faveur des transports en commun gratuits et par des aides significatives pour la voiture électrique.

Investir 10 milliards pour financer chaque année la construction et la rénovation de 500 000 logements : objectif supprimer les passoires énergétiques.

Industrie, assurer la transition écologique et relocaliser tout en assumant de nécessaires coopérations internationales... **Pour l'intérêt commun, changeons le système pour préserver le climat !**

Prim'ojob étudiants

Une réponse à la précarité ?



La crise et l'augmentation incessante des dépenses étudiantes ont plongé des milliers d'étudiants dans l'extrême précarité. Pour subvenir à leurs besoins et payer leur année d'études, la moitié des étudiants et des étudiantes sont dans l'obligation de se salarier, mettant en péril leur année universitaire.

En Pays de la Loire, ce sont deux jeunes sur 10 qui sont confrontés à cette dure réalité. Lors de la session du 21 octobre dernier, la majorité régionale a voté le principe d'une « Prim'ojob étudiants » offrant 200 € par an aux jeunes cumulant emploi et études. Pas de côté vertueux à cette mesure décrite comme « coup de poing ».

En effet, nous pouvons nous interroger sur l'objectif de cette prime au vu des arguments avancés : « secteurs qui ont du mal à recruter » « récompenser ceux qui contribuent à soutenir l'activité économique »...

Alors que le salariat étudiant contraint est une des principales sources d'échec et de décrochage massif, la droite nous parle de « reprise économique » et de « tension importante sur les recrutements ». Les jeunes ligériens n'ont nullement besoin d'une aumône méprisante, ils et elles ont besoin d'un véritable plan d'urgence leur donnant les mêmes chances de réussite.

Pas d'Amazon à Montbert



Nous évoquons, dans le numéro des Nouvelles de novembre 2020, l'entreprise américaine Amazon, ses opérations de lobbying, ses fraudes fiscales, ses dissimulations de chiffres d'affaires, le traitement inacceptable de ses employés à qui le syndicalisme est très « déconseillé »...

Dans le même numéro, nous signalions une tribune collective qui contestait le bien-fondé de l'implantation d'une plateforme Amazon de 186 000 m² à Montbert, ainsi que l'opacité liée aux demandes de permis de construire.

À la suite d'une mobilisation intense, menée notamment par le collectif STOP Amazon 44, ANINA (Amazon Ni Ici Ni Ailleurs) avec des collectifs divers rejoints par des citoyens, la communauté de communes de Grand Lieu a annoncé fin octobre l'abandon du projet d'entrepôt.

Bien entendu, le recul de cette multinationale ne remet en rien en cause sa politique d'expansion – d'autres lieux sont approchés – ni son modèle économique – plébiscité par une grande partie de la population... Cela étant, ce petit caillou dans la chaussure du grand Amazon peut contribuer à une prise de conscience plus globale sur les tenants et les aboutissants d'une économie où la satisfaction de besoins immédiats se fait au détriment de toute considération sociale ou environnementale.

Roms à Carquefou

Intervention de Rémi Tessier en conseil municipal



Une nouvelle fois, les Roms installés sur un terrain de la Charmelière ont été contraints de quitter les lieux sous menace d'être expulsés par les forces de l'ordre. Ils sont désormais sur un autre terrain, toujours sur notre commune.

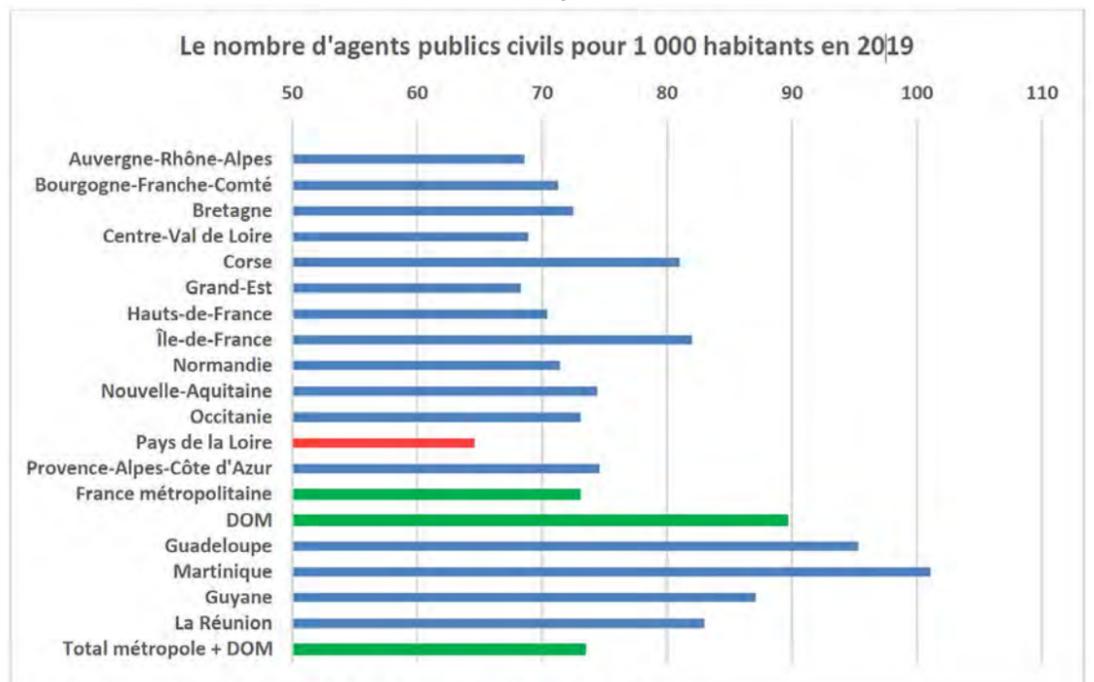
Cette nouvelle installation montre que ces menaces d'expulsion ne règlent rien sur le fond. Dans le cas d'espèce, cela a de plus éloigné les enfants de leur lieu de scolarisation. Il semble que ceux-ci ne fréquentent plus leur école ou leur collège. Les élus de Carquefou à gauche demandent donc qu'en concertation avec l'association AVEC, une solution soit trouvée pour ne pas pénaliser ces jeunes qui ne sont responsables en rien de cette situation et qui seront pénalisés si cela perdure.

Au-delà de cette question, nous savons fort bien que ce problème relève des compétences de Nantes Métropole.

Nous aimerions connaître les dispositions que vous envisagez avec la métropole pour trouver enfin une situation pérenne et si vous êtes disposés à travailler de concert pour proposer des terrains où des habitats provisoires seraient disponibles. Ceci dans l'attente d'un accès à un logement social, ce qui, nous en convenons, n'est pas envisageable dans un délai raisonnable. Nantes Métropole travaille actuellement sur cette solution certes provisoire mais qui ne pourra se réaliser qu'avec la participation active des communes concernées.

Accès aux services publics

Le désert en Pays de la Loire



Source : rapport de 2021 sur l'état de la fonction publique ; FIPECO.

Suite au dernier rapport annuel sur l'état de la fonction publique remis par le gouvernement le 22 octobre 2021, une étude du site Fipeco pointe les inégalités d'accès aux services publics selon les territoires. Et le constat est alarmant dans notre région.

En effet, la région Pays de la Loire est la moins pourvue avec seulement 64,6 agents de services publics pour 1000 habitants toutes branches de service public cumulées. Pris branche par branche, la région est également bonne dernière de la fonction publique d'État, cela est notamment dû au déficit du département vendéen qui se retrouve tout en bas de tableau avec seulement 17,4 fonctionnaires d'État pour 1000 personnes, en comparaison la Guyane est à 44,2 et la Haute-Garonne à 38,9. Les services publics territoriaux et hospitaliers s'en sortent un peu mieux dans notre territoire, mais le constat n'est globalement pas brillant comme pour l'ensemble des zones démographiquement dynamiques, l'arrivée de nouveaux habitants n'entraînant pas l'augmentation des services qui restent à moyens constants.

Le site Fipeco pointe également les inégalités entre les régions, ainsi même en mettant de côté les territoires atypiques comme l'Île-de-France ou les DOM, l'écart en nombre d'agents publics locaux reste de 47% entre PACA et le Grand-Est. Ces écarts importants se retrouvent également entre les zones rurales et les grandes métropoles, les différentes fermetures d'hôpitaux, de tribunaux et d'administrations publiques dans les vingt dernières années n'étant pas pour rien dans ce constat.

Le sentiment d'abandon des territoires que le mouvement des « gilets jaunes » avait souligné trouve aujourd'hui écho dans ce rapport qui fait également le constat d'une sous dotation de service hospitalier en région parisienne. Ceci explique les difficultés particulièrement fortes rencontrées au plus haut de l'épidémie de COVID-19.

Guy Texier

Une figure militante s'en va



Guy Texier nous a quittés. Avec sa disparition, c'est une immense figure militante de Loire-Atlantique qui s'en va à l'âge de 83 ans, après avoir livré son dernier combat contre une longue maladie. Il aura consacré sa vie à défendre les travailleurs, à se battre pour le progrès et la justice sociale, et jusqu'au bout, au service de la transmission de la mémoire.

Né en 1938 à Trignac, issu d'une famille ouvrière nombreuse et pauvre, dès sa plus tendre enfance il sera témoin de l'occupation nazie. Les bombardements alliés sur la région nazairienne, sur Trignac en particulier, bouleversera la vie de la famille Texier, contrainte de se réfugier dans le Morbihan alors que le papa de Guy était ouvrier aux forges de Trignac.

Après la guerre, il obtiendra son certificat d'études puis un CAP de Chaudronnier en 1955. Comme son père, il deviendra métallo. **La même année, Guy fera le choix d'adhérer à l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF), organisation de jeunesse issue de la résistance et créé par la Jeunesse communiste.** C'est ainsi qu'il engagera ses premières actions militantes, contre la colonisation et la guerre d'Indochine. Toujours en 1955, ouvrier chaudronnier aux Chantiers de l'Atlantique, il adhère à la CGT au moment des grandes luttes de la métallurgie.

A 20 ans, il est envoyé en service militaire en Algérie. Marqué par la guerre, dès son retour en 1960, il décidera d'adhérer au PCF et de

prendre plus de responsabilités à la CGT. Il devient secrétaire du syndicat des Chantiers en 1962 puis secrétaire de l'Union locale de St Nazaire. D'autres responsabilités syndicales lui seront confiées à l'Union départementale et en tant que Secrétaire du Comité régional CGT. Fort de toutes ses expériences, Guy avait la confiance et l'écoute de tous ses camarades.

Après son départ en retraite, en 1995, **Guy continuera de militer au sein du syndicat des retraités de la métallurgie et participera à la création de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT.** Dans le même temps, il deviendra adjoint communiste au Maire de St-Nazaire de 1995 à 2001.

Les engagements de Guy auront été multiples et ses compétences susciteront beaucoup d'admiration, notamment chez les jeunes militantes et militants de la CGT et du PCF qui appréciaient son analyse fine de la société et des questions sociales, économiques et politiques.

Toutes ces dernières années, il occupera des responsabilités au sein du Comité départemental du Souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant en tant que Secrétaire général, ainsi qu'au sein de l'Amicale Nationale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt. **Le devoir de mémoire et la transmission de l'Histoire de la Résistance étaient pour lui indispensables à la compréhension du monde et de la société.**

SNCF

Les cheminots luttent pour l'emploi et le service public de proximité



Le 8 novembre dernier, le syndicat CGT cheminots de la région Pays de la Loire a engagé un bras de fer social avec la direction. Plusieurs journées de mobilisation et de grève ont perturbé le transport ferroviaire régional ces derniers jours.

En annonçant son intention de supprimer 9 postes sur le service TGV dans la région, la direction de la SNCF a mis le feu aux poudres. Sous couvert de l'évolution des modes de consommation des usagers et de la digitalisation de la vente de billets de train, la SNCF a lancé, depuis plusieurs années, un plan de réduction des coûts à travers la suppression de postes, le gel des salaires, la fermeture de gares et de guichets de vente.

Pour la CGT, « la direction a engagé une spirale de la casse du service public, de la déshumanisation et de l'affaiblissement de la qualité du service ». **Pourtant, chaque jour « les usagers réclament de meilleurs**

services en gare ». Les logiques de rentabilité imposées par le gouvernement produisent leurs effets néfastes sur les agents qualifiés que sont les cheminots, ainsi que sur les usagers de plus en plus nombreux.

En outre, la baisse de la qualité du service SNCF pourrait bénéficier aux concurrents privés de l'entreprise historique.

En effet, le futur appel d'offre lancé par le Conseil régional de droite, dans le cadre de l'inique ouverture à la concurrence du transport régional ferroviaire, peut être une aubaine pour la droite qui rêve de privatiser l'offre commerciale ferroviaire.

Contre ce mauvais scénario, le syndicat appelle à poursuivre et à amplifier la lutte.

Les postiers de Saint-Julien-de-Concelles

La lutte paie !

Le 4 novembre dernier, les postiers du centre de distribution de Saint-Julien-de-Concelles se sont mis en grève. **La raison de ce mouvement est liée à un nouveau statut issu de la loi « avenir professionnel » : le CDI intérimaire.**

Un nouveau statut qui a peu à voir avec le Contrat à durée indéterminée historique, garant de la stabilité de l'emploi et de la rémunération. Le CDI intérimaire est une mission d'intérim d'une durée minimum fixée, où le poste de travail et le périmètre géographique du lieu de travail est précisé. C'est un contrat précaire.

Alors que ces emplois nécessitent une formation qualifiante, malgré la compétence des salariés, leur connaissance du métier et des tournées, la direction de La Poste, dans une logique financière, fait le choix de faire appel à de nouveaux intérimaires pour remplacer celles et ceux qui sont en fin de mission. **Ainsi, 3 postiers intérimaires de Saint-Julien-de-Concelles en mission depuis plusieurs années ont obtenu la promesse de 3 titularisations via des vrais CDI début 2022.**

C'est le résultat de la négociation, suite à 3 jours de grève du centre postal à l'appel de l'intersyndicale CGT et Sud. Installés devant les grilles du centre postal depuis 3 jours, les postiers ont cessé la grève et attendent désormais que la promesse orale de la direction se concrétise en vrais CDI.



L'abîme de l'esclavage au Château des ducs

MUSÉE
D'HISTOIRE
DE NANTES

EXPOSITION

L'abîme

NANTES DANS LA TRAITE ATLANTIQUE
ET L'ESCLAVAGE COLONIAL, 1707 - 1830

16.10.21 > 19.06.22

Comment aborder l'un des premiers crimes contre l'humanité, dans lequel Nantes eut une part prépondérante en France, lorsque l'immense part des témoignages recueillis dans ses murs ressortissent aux archives commerciales, administratives, culturelles ou à l'art de vivre de ceux qui en tirèrent profit ? Une des qualités du parcours de l'exposition « L'abîme », du Musée d'histoire de Nantes au Château des ducs jusqu'au 19 juin, est de les organiser, avec intelligence et sensibilité, en autant de pièces d'accusation d'un système. D'ouverture de comptoirs vers l'Afrique et l'Orient en premières colonies aux « Amériques ». De concurrence entre puissances européennes en accords de commerce avec certains royaumes africains... Autant de rouages de la sauvage accumulation primitive de capital de la première mondialisation.

S'il faut attendre les années 1700 pour voir s'envoler la traite d'êtres humains, à tout seigneur, tout déshonneur, un grand portrait en pied du sieur Gratien Libault de la Chevasserie, échevin et futur maire de la ville, témoigne d'un précurseur qui lança ses navires dès 1657. Au siècle suivant, l'enrichissement explose. Plusieurs

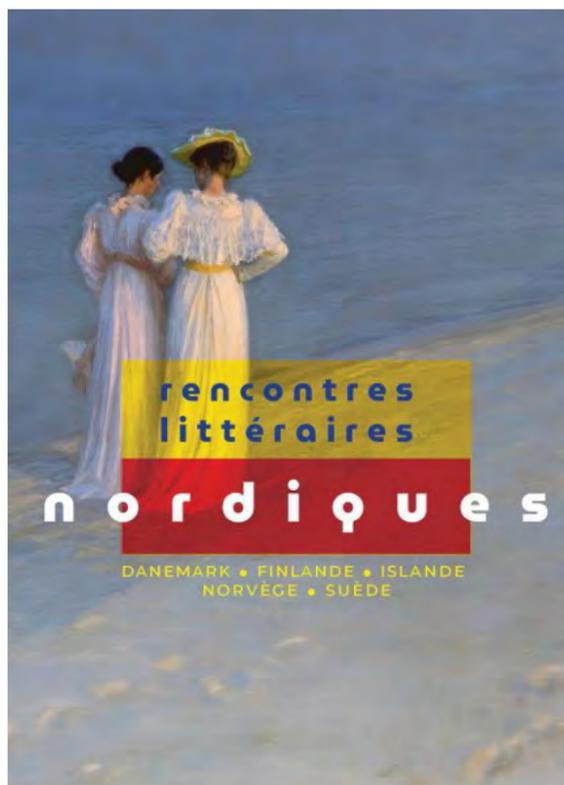
salles rendent compte des noms, visages et de l'opulence du cadre de vie des champions locaux du « commerce triangulaire ». La peinture intègre jusqu'à la déshumanisation qui fonde leur fortune, ravalant jeunes femmes ou enfants déportés en autant d'ornements ostentatoires.

En regard, on découvrira le parcours de certains d'entre eux, débarqués sur ces bords de Loire, dont restent des prénoms imposés: Catherine, Pauline, Pierrot, Jazon... Avant de plonger dans l'enfer des cales de la Marie-Séraphique, grâce aux outils numériques, et d'autres navires négriers puis dans l'autre abîme des plantations. Viendra l'heure des révoltes en Dominique et de la première abolition, votée par la Convention... le siècle suivant verra la colonisation du monde prendre le relais.

L'expo se conclut sur l'esclavage moderne et, entre autres citations, sur ces mots du poète Édouard Glissant : « Et si nous voulons partager la beauté du monde, si nous voulons être solidaires de ses souffrances, nous devons apprendre à nous souvenir ensemble ».

Impressions d'Europe

Rencontres littéraires nordiques



Comme pris d'une soif de rattraper le temps perdu, quelques semaines seulement après l'événement sur « la Petite reine et la littérature », l'association Impressions d'Europe récidive avec des Rencontres littéraires nordiques. Pendant trois jours et pour la quatrième fois depuis 2007, des autrices et auteurs venus du nord – en l'occurrence du Danemark, de la Finlande, d'Islande, de Norvège et de Suède – sont invités à débattre et à échanger sur leur œuvre.

Comportant des lectures, du théâtre, un concert, des projections de films et des expositions de photos, le programme est engageant, avec notamment une focale sur l'écrivain Henrik Ibsen

Cette année encore, nous sommes invités à découvrir nos voisins européens au travers de leurs imaginaires, découverte que fera aussi un certain nombre de lycéens de Nantes et de La Roche-sur-Yon, puisque plusieurs invités iront à leur rencontre dans le cadre de partenariats avec des établissements du secondaire.

Espace Cosmopolis et Pannonica les 3,4 et 5 décembre, entrée libre

Programme complet sur le site d'Impressions d'Europe

Huma-café

Autonomie et auto-défenses féministes

Les luttes contre les violences et dominations multiples



Rencontre avec Françoise Vergès, politologue, particulièrement intéressée par les logiques post-coloniales.

Pourquoi le terme « féministe » est-il librement approprié à la fois par l'extrême droite, la gauche et le capitalisme néolibéral ? Comment mettre l'antiracisme, l'anticapitalisme et l'anti-impérialisme au cœur des luttes des femmes ? Que signifient les droits des femmes dans un contexte d'accroissement des inégalités et de la vulnérabilité ?

Au Lieu Unique à Nantes
Vendredi 17 décembre à 18h00

Goncourt 2021

La Plus Secrète Mémoire des hommes

Mohamed Mbougar Sarr a reçu cette année le Prix Goncourt pour son quatrième roman : « La Plus Secrète Mémoire des hommes ». Au cœur du livre, il y a l'œuvre d'un mystérieux auteur des années 1930 dont on aurait perdu la trace après des accusations de plagiat. À travers les questions que se posent Diégane, jeune auteur sénégalais et ses amis littéraires, africains ou d'origine africaine, transparaissent des réflexions de fond sur la création littéraire, sur le rapport que les créateurs entretiennent avec leur œuvre ainsi qu'avec celle de leurs prédécesseurs.

En braquant la lumière sur des écrivains venant d'Afrique, en déplaçant l'enquête en Amérique latine, Mohamed Mbougar Sarr donne une dimension universelle à son roman.

D'ailleurs, l'auteur voit dans la reconnaissance qui lui est faite quelque chose qui dépasse son livre : « Il faut voir ce que ce Goncourt peut envoyer comme signal à l'espace francophone, aux écrivains africains, aux écrivains noirs qui écrivent en français et qu'on ne voit pas assez, qu'on ne lit pas assez. »

Le continent Littérature promet donc encore de belles découvertes.



Mohamed Mbougar Sarr La plus secrète mémoire des hommes

Présidentielles 2022



Création des comités des Jours Heureux

Dans la continuité de la caravane des Jours Heureux qui a connu un vif succès cet été, le conseil départemental du PCF a décidé lors de sa dernière réunion la création de deux comités des Jours Heureux dédiés à la campagne des présidentielles et législatives.

Basés à Nantes et à Saint-Nazaire, ces comités seront des outils pour impulser une campagne dynamique et offensive autour de la candidature de Fabien Roussel. D'ores et déjà, une permanence a lieu le mercredi de 17 H à 19 H à la fédération. Sur le secteur Saint-Nazaire/Brière, le lancement du comité aura lieu le samedi 27 novembre au local de la section nazairienne.

Retour sur Châteaubriant



Léon Deffontaines : « Ce n'est pas sans une certaine émotion que je me présente devant vous aujourd'hui pour rendre hommage à des héros, des défenseurs de la liberté, des combattants pour la justice...

Soyons dignes d'eux, de ces résistants et de ces militants du bonheur. Barrons la route aux forces réactionnaires, ne lâchons aucun terrain à l'extrême-droite. Partout où ils seront, soyons présents et mettons-nous en travers de leur chemin.

Mais surtout, soyons dignes d'eux en redonnant espoir en la politique aux nouvelles générations, l'espoir que l'engagement politique peut changer notre quotidien. C'est la meilleure réponse à apporter aux faiseurs de haines. Occupons la place, ne les laissons pas entrer ni dans nos quartiers, ni dans nos hémicycles. Aux mensonges et à la haine, opposons-leur la solidarité

et la fraternité. Ré-enchanter l'engagement, ré-enchanter la politique, voilà notre défi de militant, voilà notre défi, voilà le défi des Jours Heureux »

Fabien Roussel : « Ces 27 noms incarnent cette France pour laquelle ils ont donné leur vie, cette France de l'honneur décidée à faire triompher l'humanité sur la barbarie, à maintenir allumée la flamme de l'espoir quand régnait l'obscurantisme...C'est, et malheur à qui l'oublie, et honte à qui le tait, une France qui ne se définit pas par je ne sais quelle race, une France qui ne se définit pas par une appartenance religieuse, une couleur de peau, ni même une origine géographique. C'est cette France-là qui a donné son sang, c'est à cette France-là que nous devons notre liberté et les plus belles de nos conquêtes.

C'est cette France, unie, rassemblée, aussi fière qu'audacieuse et courageuse, qu'il faut honorer et affirmer à l'heure où dans toute l'Europe se réveillent les vieux démons du fascisme, du racisme, du révisionnisme historique. Rappelons-nous de ces mots de Jules Vercey : « Ne soyez pas désespérés ; il y a encore de beaux jours pour vous ». Soyons dignes de cet appel. Même en des temps difficiles, où les perspectives de lendemains meilleurs paraissent incertaines, donnons cœur et corps à cet impératif de bonheur partagé ! »



Souscription

Élection présidentielle

**Ils ont des milliards,
Nous sommes des milliers !**



SOUSCRIVEZ !

La construction d'une alternative politique aux politiques de droite incarnées par Emmanuel Macron et les candidats de la droite traditionnelle ; la construction d'un débouché politique à la crise de la société qui fait prospérer les idées nauséabondes d'extrême droite autour d'Eric Zemmour et Marine Le Pen, nécessitent des moyens financiers à la hauteur des enjeux de financement durable du PCF et des campagnes qu'il entend mener. Le financement du PCF est une question politique, tout autant que le sens de ses candidatures, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives. Les puissances financières sont parfaitement organisées pour voir leurs intérêts préservés et défendus en 2022. Plus que dans n'importe quelle autre force politique, nous attirons l'attention de tous les militantes et militants communistes, de leurs sympathisants, sur le besoin de lever des fonds pour défendre les idées de progrès au service d'une visée, celle des jours heureux.

Je participe à la souscription exceptionnelle et je verse..... euros pour la campagne présidentielle de Fabien Roussel

(Les dons sont à effectuer par chèque à l'ordre de l'ADF et à envoyer à ADF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. En effectuant un don à l'ADF vous bénéficierez d'un crédit de 66% sur votre impôt sur le revenu.)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Téléphone:.....

E-mail :



Contrat d'engagement

«On ne s'attendait à rien mais on est quand même déçu»

Roulement tambour, fin d'un suspens insupportable, enfin Emmanuel Macron nous a annoncé sa politique à destination des jeunes. Elle se résume en une seule mesure : le contrat d'engagement jeune. Annoncée d'abord en juillet dernier, puis oubliée et ressortie lundi dernier, Emmanuel Macron a annoncé la création d'un nouveau contrat pour les jeunes en insertion professionnelle.

Lors des premières annonces, le président de la République nous avait promis monts et merveilles. Finalement, ce n'est qu'une garantie jeune réchauffée au micro-onde. Car oui, si le nom change, la mesure demeure la même, ce contrat d'engagement est une garantie jeune avec 2€50 en plus par mois.

On ne s'attendait pas à grand-chose venant d'Emmanuel Macron, mais tout de même, celui qui se revendique président des jeunes n'aurait-il pas pu faire un petit peu plus ? Il aurait pu, mais il ne l'a pas fait car il est le président des riches et rien d'autre. Finalement, mis à part le SNU que tout le monde a oublié – ce qui n'est pas plus mal au vu du fiasco – c'est la seule politique jeunesse du Gouvernement sur ce quinquennat.

Aucun ministère de la jeunesse n'a été créé. Nous avons dû nous contenter d'une mise sous tutelle pour sauver les meubles, rattachés au ministère de Jean-Michel Blanquer. Ministère qui est responsable de l'arrêt brutal de la poursuite d'études de centaines de milliers de bacheliers avec la plateforme Parcoursup. Ils viennent directement grossir les rangs des jeunes se retrouvant sans emploi ni formation. Ils sont désormais plus d'un million et demi dans cette situation.

Ce nombre parle de lui-même, c'est le bilan politique d'un quinquennat marqué par la résignation et l'abandon des jeunes. Pourtant, nous sommes des millions à vouloir nous engager, trouver notre place dans la société, avoir un emploi utile qui nous permette de vivre dignement. Mais, faute de projet politique, nous nous retrouvons à devoir joindre les deux bouts et à abandonner nos rêves et nos projets.

Au bout du compte, les jeunes sortent de ce quinquennat dans une situation encore plus précaire. Moralité de ce quinquennat : il ne suffit pas de s'autoproclamer président des jeunes pour le devenir. Vous avez dit Génération désenchantée ?

2022 et l'élection présidentielle doivent être l'occasion de faire émerger un projet politique novateur et ambitieux pour les jeunes. C'est là toute l'ambition de la candidature de Fabien Roussel.

Léon Deffontaines

<https://www.lavantgarde.fr>

Un prochain livre du centenaire du PCF-44

A paraître début 2022, aux éditions du Petit Pavé, «100 ans de communistes en Loire-Atlantique (1920-2020)». Trois questions à Jean-Yves Martin, historien, sur cette parution.

Pourquoi ce livre ?

Il fait suite au centenaire du PCF 1920-2020, dont les initiatives n'ont pu être qu'en partie tenues, ayant été perturbé et retardé par l'épidémie et ses confinements répétés. Il comportait une exposition, des conférences et spectacles sur internet, devenues des vidéos toujours consultables sur le site pcf-44.fr, et une page Facebook collectant les témoignages de camarades. Ce livre est le fruit du travail collectif d'une petite équipe qui y travaille depuis plus d'un an : Pierre Daguet, Pascal Divay, Michel Rica, Clément Chebanier, Véronique Mahé, Yann Vince et moi-même.

Dès le départ, à la rentrée 2020, nous avions cette petite idée d'en faire, éventuellement, une publication. Elle s'est peu à peu confirmée et a pris forme. Non pas celle des « actes » d'un centenaire départemental académique, mais un ouvrage délibérément «hybride», combinant la mémoire militante et l'histoire d'un siècle de communisme en Loire Atlantique, ex-inférieure.

Quel en sera le contenu ?

Il est, de ce fait, varié, mais répond à ce principe : «100 ans de parti, 100 noms de communistes». Avec des notices biographiques, à l'instar du dictionnaire Maitron des militants, des chroniques d'historiens sur telle ou telle figure marquante. Et, avant tout, des témoignages personnels spécialement recueillis à cette occasion, de celles et ceux qui ont bien voulu répondre à notre sollicitation, pas si évidente ni simple que ça à remplir. Il n'a aucunement une prétention à l'exhaustivité, mais constitue cependant un apport largement inédit à la mémoire du parti dans le département.

Classés par ordre chronologique de l'année d'adhésion, notices, chroniques et récits, dessinent, sur un siècle entier, une succession de générations communistes qui s'inscrit dans les grandes périodes de l'histoire politique et sociale du pays tout entier, mais avec les spécificités propres au territoire départemental. Par touches impressionnistes, il en vient à tracer un portrait assez réaliste et fidèle du PCF départemental.

Quel est le calendrier pour sa parution ?

Elle est prévue en février 2022, chez l'éditeur régional du Petit Pavé, qui s'est montré volontiers intéressé par notre projet. L'ouvrage d'environ 250 pages, abondamment illustrées, aura un prix entre 20 et 25 €. à fixer plus précisément, selon la pagination finale, encore en évolution. Une souscription à prix préférentiel, sera ouverte en décembre prochain. Elle sera annoncée, avec ses modalités, sur la page Facebook et dans les Nouvelles de Loire-Atlantique.



« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Michel GUILLOUX
Véronique MAHE



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne